



HAL
open science

Les relations entre champ scientifique et champ bureaucratique en contextes “ autoritaires ” et “ démocratiques ” : la politique de l’histoire en Pologne

Valentin Behr

► **To cite this version:**

Valentin Behr. Les relations entre champ scientifique et champ bureaucratique en contextes “ autoritaires ” et “ démocratiques ” : la politique de l’histoire en Pologne. Les structures sociales de l’action publique. Analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs, éditions du croquant, pp.353-362, 2022, 9782365123648. halshs-03940640

HAL Id: halshs-03940640

<https://shs.hal.science/halshs-03940640>

Submitted on 16 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

12. Valentin Behr, Les relations entre champ scientifique et champ bureaucratique en contextes « autoritaires » et « démocratiques » : la politique de l'histoire en Pologne

Version définitive : « Les relations entre champ scientifique et champ bureaucratique en contextes 'autoritaires' et 'démocratiques' : la politique de l'histoire en Pologne », in Vincent Dubois (dir.), Les structures sociales de l'action publique. Analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs, éditions du Croquant, 2022, p. 353-362.

La sociologie des champs incite à un redécoupage des objets de recherche. Dans le cas de la politique de l'histoire en Pologne (« politique historique », *polityka historyczna*), cela conduit à appréhender le rôle des historiens en tant qu'agents de cette politique, et permet ainsi de dépasser la littérature sur les études mémorielles, qui aborde essentiellement les représentations et les discours. Car plus que par de simples usages de l'histoire, les politiques historiques se traduisent par des programmes d'enseignement et de recherche, des dispositifs et des institutions spécifiquement dédiés à la promotion d'un point de vue sur le passé. Il s'agit alors d'inscrire l'objet de recherche dans la sociologie de l'action publique (*policy*) et non plus seulement dans celui de la sociologie politique (*politics*)¹.

Les politiques historiques sont ici appréhendées comme le produit des positions, relations et interactions qui s'établissent à l'intersection entre différents champs : scientifique, bureaucratique et politique notamment. L'analyse de cet espace de luttes pour la production légitime d'un récit historique officialisé permet d'interroger la façon dont l'action de l'État organise la recherche scientifique, via l'allocation de financements publics ou la création de centres de recherche, voire la restriction du pluralisme des interprétations légitimes. Cette analyse est déployée dans deux régimes politiques distincts, la République populaire de Pologne (1945-1989) et la IIIe République polonaise (depuis 1989), eux-mêmes marqués par de fortes évolutions.

Les relations entre champ scientifique et bureaucratique ont été appréhendées à deux niveaux, correspondant à deux sous-ensembles de littératures. Au niveau de la politique historique menée par les pouvoirs publics, à travers les usages officiels du passé et la façon dont les historiens s'y

¹ Valentin BEHR, « Science du passé et politique du présent en Pologne : l'histoire du temps présent (1939-1989), de la Genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale » Thèse de doctorat en science politique, Université de Strasbourg, 2017.

adaptent² ; au niveau de la recherche historique elle-même, à travers les engagements intellectuels des historiens, qui renvoient également aux concurrences propres au champ scientifique³.

L'articulation de ces deux niveaux d'analyse permet de montrer que la structure des relations entre le champ bureaucratique et le champ scientifique est en partie déterminée par l'action d'agents efficaces, en l'occurrence par des historiens qui prêtent leur concours à la politique de l'histoire. La sociologie des champs permet d'expliquer comment différentes configurations des relations entre le champ scientifique et le champ bureaucratique ont produit des effets contraignants sur l'autonomie du premier, et d'éclairer les changements dans les structures de ces relations. Appréhendée dans une perspective socio-historique relativement longue, la structure des relations entre ces champs laisse apparaître une forme de continuité : avant comme après 1989, l'existence d'un pôle de production d'une histoire officielle contribue à restreindre l'autonomie de l'histoire savante.

Méthodologiquement, saisir la structure des relations entre champ scientifique et champ bureaucratique dans des configurations historiques et politiques variées et sur une vaste période, a impliqué de rendre compte des positions, relations et interactions qui s'établissent à l'intersection entre ces champs. Pour chacune des configurations historiques étudiées, j'ai cherché à identifier, à partir d'une connaissance du terrain informée par mes lectures et observations, les lieux et les moments particulièrement significatifs du point de vue des luttes autour de l'autonomie de l'histoire savante. J'ai mis en place une approche prosopographique *ad hoc*, visant à faire non pas la sociographie du groupe historien pour lui-même, mais celle des protagonistes (agents efficaces) des espaces au sein desquels s'élaboraient les politiques historiques. Cette méthode a pour avantage de ne pas exclure *a priori* certains types d'agents ou d'arènes de l'analyse, mais au contraire de déplacer à chaque fois le regard sur les lieux et les enjeux qui paraissent saillants du point de vue du questionnement de départ. À partir de cette approche, il a été possible d'identifier plusieurs configurations des rapports entre champ scientifique et champ bureaucratique, et leurs effets sur les politiques de l'histoire.

² Sarah GENSBURGER et Sandrine LEFRANC, *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, Presses de Sciences Po, 2017 ; François HARTOG et Jacques REVEL (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

³ Pierre BOURDIEU, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2-2, 1976, p. 88-104 ; Gisèle SAPIRO, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1-176-177, 2009, p. 8-31.

Le processus d'idéologisation de l'histoire au cours de la première décennie de la Pologne populaire (1944-1956) a pour conséquence la disqualification des interprétations historiographiques jugées non-conformes à la nouvelle idéologie dominante. En ce sens, il se produit une rénovation historiographique, à la faveur de la contrainte idéologique émanant du pouvoir politique, marquée par l'adoption officielle du marxisme-léninisme en tant que « méthodologie scientifique unique » à l'issue de la conférence d'Otwock (1952). Cette contrainte extérieure à la discipline favorise un renouvellement du personnel universitaire. Une nouvelle génération d'historiens accède non seulement à la profession d'universitaire, mais aussi aux postes de pouvoir sur la discipline. Ces historiens « rénovateurs » ont des propriétés d'outsiders du champ scientifique. Contrairement aux historiens issus du Parti communiste, aux ressources essentiellement politiques et bureaucratiques, la plupart des rénovateurs sont issus de l'université polonaise d'avant-guerre. Restés à l'orée de la carrière académique avant 1939, ils connaissent une ascension rapide à la faveur de l'idéologisation de l'histoire. Celle-ci va de pair avec la marginalisation des historiens plus âgés, issus des classes supérieures d'avant-guerre, qui occupaient les positions dominantes dans le champ scientifique jusqu'alors. Ce processus doit moins à une action concertée entre les historiens « du Parti » et de jeunes universitaires opportunistes, qu'à des mécanismes liés à l'autonomie du champ scientifique : par réfraction, l'injonction à l'élaboration d'une « science partisane » venue du champ bureaucratique, rencontre la revendication d'une rénovation historiographique d'inspiration marxiste, menée *au sein* du champ scientifique par les « nouveaux » contre les « anciens ». La génération des nouveaux entrants dans la discipline, en prêtant son concours à la réalisation des injonctions du pouvoir, bénéficie du soutien du Parti-État pour mener à bien sa rénovation historiographique.

L'acceptation de l'idéologisation de la discipline se traduit par un contrôle bureaucratique accru de la conformité des travaux via la censure et la centralisation de la politique scientifique, au niveau de l'Académie des sciences. Une autonomie relative du champ scientifique est néanmoins préservée, puisque la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie est acquise à des historiens fortement dotés en ressources académiques, et pas seulement politico-bureaucratiques. Paradoxalement, la préservation de cette autonomie du champ scientifique contribue à aller dans le sens de l'idéologisation de la discipline : les historiens revendiquant l'autonomie de leur science, en délaissant l'histoire contemporaine, laissent le champ libre en la matière aux historiens du Parti, mais aussi aux amateurs et aux profanes. L'histoire contemporaine se développe ainsi aux marges

du champ scientifique et « contre » l'État, au niveau d'instituts de recherche liés au Parti et aux ministères.

Au milieu des années 1950, la conjoncture politique de déstalinisation est marquée par la réhabilitation d'une forme de marxisme originel et la dénonciation des « erreurs » du stalinisme. Réfractée au sein du champ scientifique, elle favorise la critique de l'historiographie de la première décennie de la Pologne populaire, au nom du marxisme. Si cette critique peut apparaître hétéronome, puisque concomitante aux changements politiques du moment, elle renforce les historiens rénovateurs de la période précédente et favorise l'éviction des historiens les moins dotés en ressources académiques des positions de pouvoir sur la discipline. La référence au marxisme est mobilisée au service de la revendication d'une science plus autonome et non partisane. En dépit de la réaffirmation de l'équivalence entre science et marxisme, à la fin des années 1950, les critères de scientificité en histoire sont avant tout définis par l'étude des sources, perçue comme un moyen de limiter l'idéologisation du travail scientifique.

Après 1956, les critères de scientificité ainsi redéfinis sont difficiles à remettre en cause au nom de l'idéologie, même si celle-ci prétend incarner la science véritable. Les débats autour de la façon d'interpréter le passé perdurent, mais c'est désormais principalement sur le terrain de la science qu'ils se jouent, et plus dans les attaques *ad hominem* ou les accusations de déviance idéologique. La conjoncture de déstalinisation montre que l'intensité du contrôle idéologique sur la discipline varie selon les configurations successives du champ bureaucratique en Pologne populaire et la façon dont les historiens cherchent à en tirer profit dans les concurrences internes au champ scientifique, à rebours d'une vision monolithique et figée de cette période.

La question de l'autonomie de l'histoire contemporaine se pose toutefois avec une plus grande acuité que pour le reste de la discipline. Si, à la faveur de la déstalinisation, elle est progressivement intégrée à un cadre scientifique, avec la création d'instituts de recherche au sein de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, elle reste, du fait du rôle spécifique qu'elle joue pour la légitimation du pouvoir politique, essentiellement pratiquée par des historiens situés au pôle politique et bureaucratique de la discipline, le plus hétéronome.

Cette genèse des politiques historiques conditionne en partie leurs évolutions futures, avec une tension persistante entre promotion d'une histoire science de gouvernement et défense de l'autonomie de la discipline.

La structuration d'organisations dissidentes et de publications clandestines à partir de la fin des années 1970 remet en cause le monopole du Parti-État sur la production scientifique. L'emprise du champ bureaucratique sur le champ scientifique s'en trouve diminuée. L'autonomie de la production savante s'affirme en-dehors ou à côté du monde académique, comme l'illustre l'exemple de l'« université volante » (TKN), qui dispense des cours clandestins et publie des ouvrages affranchis du contrôle de la censure. La contestation de la politique de l'histoire va cependant de pair avec une forte remise en cause du système universitaire. L'autonomie acquise vis-à-vis du champ bureaucratique s'accompagne d'une conception politique de la science, à rebours de « l'art pour l'art » et au service de la lutte contre le régime communiste. Dans le contexte d'une confrontation entre histoire officielle et histoire dissidente, qui s'inscrit dans une lutte plus large dont l'enjeu est l'affranchissement de la tutelle soviétique, apparaissent de nouveaux usages publics de l'histoire, conférant à celle-ci un rôle central dans la formation du sentiment d'appartenance nationale. S'il favorise un affaiblissement de la contrainte externe (bureaucratique), le contexte dissident s'accompagne également d'une contrainte interne à la discipline, à travers les engagements politiques et intellectuels des historiens dissidents, souvent dominés au sein du champ scientifique, qui revendiquent des conceptions militantes de la science historique⁴.

Après 1989, les conceptions de l'histoire héritées de la dissidence deviennent dominantes dans le champ scientifique : l'histoire « vraie », reposant sur l'étude des sources, est supposée révéler la vérité sur la nature de l'ancien régime communiste. Les conceptions de l'histoire ainsi défendues s'appuient sur un supposé devoir de mémoire, qui favorise des prises de position normatives, notamment anticomunistes. Ces conceptions, combinées à la volonté de réviser en profondeur l'histoire de la Pologne populaire et au primat accordé à l'histoire politique, contribuent à rapprocher les orientations dominantes de l'historiographie de la demande politique et sociale. Certains historiens contemporanéistes issus de la dissidence légitiment, voire collaborent à l'élaboration de nouvelles politiques de l'histoire, inspirées de la justice transitionnelle (lustration, décommunisation). À rebours de cette tendance, les contemporanéistes du pôle autonome,

⁴ Valentin BEHR, « How Historians Got Involved in Memory Politics: Patterns of the Historiography of the Polish People's Republic before and after 1989 », *East European Politics and Societies*, 2021 (online first).

renouvelé par une nouvelle génération d'historiens formés après 1989, développent une histoire sociale du communisme généralement plus méfiante à l'égard des politiques historiques.

Par réfraction là encore, le débat historiographique rejoint le débat politique et l'agenda bureaucratique. Les enjeux soulevés par la gestion du passé autoritaire légitiment les investissements des historiens sur des marchés extra ou para-académiques, y compris médiatiques. Ils sont d'autant plus incités à investir ces marchés que ceux-ci offrent des capitaux, notamment financiers et symboliques, non négligeables dans un contexte qui voit l'enseignement supérieur et la recherche publique connaître une relative paupérisation.

L'abolition de la censure et la disparition de l'historiographie officielle promue par le Parti-État n'impliquent donc pas pour autant que l'histoire savante cesse d'être soumise à des contraintes hétéronomes. Les transformations politiques et économiques que connaît la Pologne postcommuniste contribuent, selon des logiques différentes mais concordantes, à renouveler ces contraintes, en maintenant un rôle politique à l'histoire, bien que le champ scientifique apparaisse plus autonome d'un champ bureaucratique devenu lui-même beaucoup plus dépendant du champ politique (généralisation du *spoils system*). Le rôle politique dévolu à l'histoire et aux historiens, caractéristique de la période précédente, se retrouve dans un contexte de luttes autour de la gestion de l'héritage de l'ancien régime. La création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), à la fin des années 1990, traduit la volonté politique d'encourager le développement d'une recherche proche de la commande étatique.

Au milieu des années 2000, les succès électoraux du parti Droit et Justice (PiS) s'accompagnent de la mise en œuvre d'une politique historique revendiquée comme telle. Entendue comme une politique publique de l'histoire, elle constitue une nouvelle contrainte hétéronome qui s'exerce sur le champ scientifique, et s'accompagne du renforcement ou de la création d'une série d'institutions (centres de recherches, musées) dépendantes des ministères. Un pôle officiel de production de l'histoire est ainsi reconstitué, paradoxalement au nom de la nécessité de favoriser une historiographie nationale dont le développement aurait été atrophié par les politiques de la période communiste. Cette nouvelle politique de l'histoire, initiée par le PiS et confortée par les gouvernements successifs et concurrents, s'appuie sur la participation d'historiens qui contribuent à la légitimer, tout en retirant des profits matériels et symboliques. La multiplication des institutions publiques en charge de la politique de l'histoire s'est accompagnée de la multiplication

des positions (d'administrateur, de conseiller ou d'expert), donnant lieu à une hybridation des rôles professionnels et à l'apparition de la figure de l'historien-bureaucrate, c'est-à-dire d'historiens évoluant à l'intersection des champs scientifique et bureaucratique, où ils contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'histoire. Ces historiens-bureaucrates accumulent un capital scientifique d'un nouveau type, institutionnel, par opposition au capital scientifique « pur »⁵ : bien que leur crédit scientifique soit relativement plus faible que celui des historiens du pôle autonome, leurs ressources politiques et bureaucratiques leur permettent de contrôler l'allocation de budgets qui dépassent de loin ceux des instituts de recherche académiques. La politique historique donne à voir de nouvelles oppositions au sein de la discipline, selon que les historiens se positionnent pour ou contre cette politique. Les outils de la sociologie des champs permettent de mettre en évidence ce que ces oppositions doivent aux positions différenciées qu'occupent les protagonistes dans l'espace de production des politiques historiques, qui déterminent en partie les conceptions de l'histoire et du rôle des historiens dont ils se réclament⁶. La redistribution des ressources et les reconfigurations de la discipline encouragées par la politique historique contribuent à réduire l'autonomie du champ scientifique vis-à-vis des pouvoirs publics. Alors que les réformes successives de l'enseignement supérieur et de la recherche ont exacerbé la concurrence entre chercheurs pour l'obtention de financements publics, une histoire « patriotique » scientifiquement peu légitime se développe aux marges du champ scientifique et une nouvelle fois « contre » l'Etat⁷.

A l'instar de ce que nous avons observé au sujet de la Pologne populaire, politique de l'histoire et logiques internes spécifiques au champ scientifique s'agencent pour contribuer à la réduction de l'autonomie de cet espace.

⁵ Pierre BOURDIEU, *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Éditions Quæ, 1997.

⁶ Valentin BEHR, « Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La "politique historique" en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46-3, 2015, p. 21-48.

⁷ Valentin BEHR, « Internationalisation ou nationalisation ? Les sciences humaines et sociales polonaises face au double défi du néolibéralisme et du national-conservatisme », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 38, 2021, p. 243-260.

L'approche par la sociologie des champs permet de montrer que la question des relations entre champ bureaucratique et champ scientifique ne se réduit pas à l'action du premier sur le second. Les logiques de concurrence internes au champ scientifique consistent à se positionner vis-à-vis des contraintes externes, qui peuvent, lorsqu'elles sont réfractées dans cet espace, constituer des ressources pour les agents qui se les approprient. Plusieurs configurations des relations entre champ scientifique et champ bureaucratique sont identifiables, qui mettent à chaque fois aux prises des agents détenteurs de types de capitaux opposés, scientifiques au pôle autonome, politiques et bureaucratiques au pôle hétéronome. La continuité dans le rôle politique assigné à l'histoire est fondée socialement dans celle de la structuration de l'espace de production des politiques de l'histoire, durablement marqué en Pologne par l'importance de pôles de production hétéronomes. Ainsi, paradoxalement, les gouvernements se revendiquant le plus fermement comme anticommunistes, en Pologne mais aussi en Hongrie, ont mis en place des politiques historiques qui s'appuient sur des dispositifs comparables à ceux mis en place dans le contexte communiste avant 1989.